

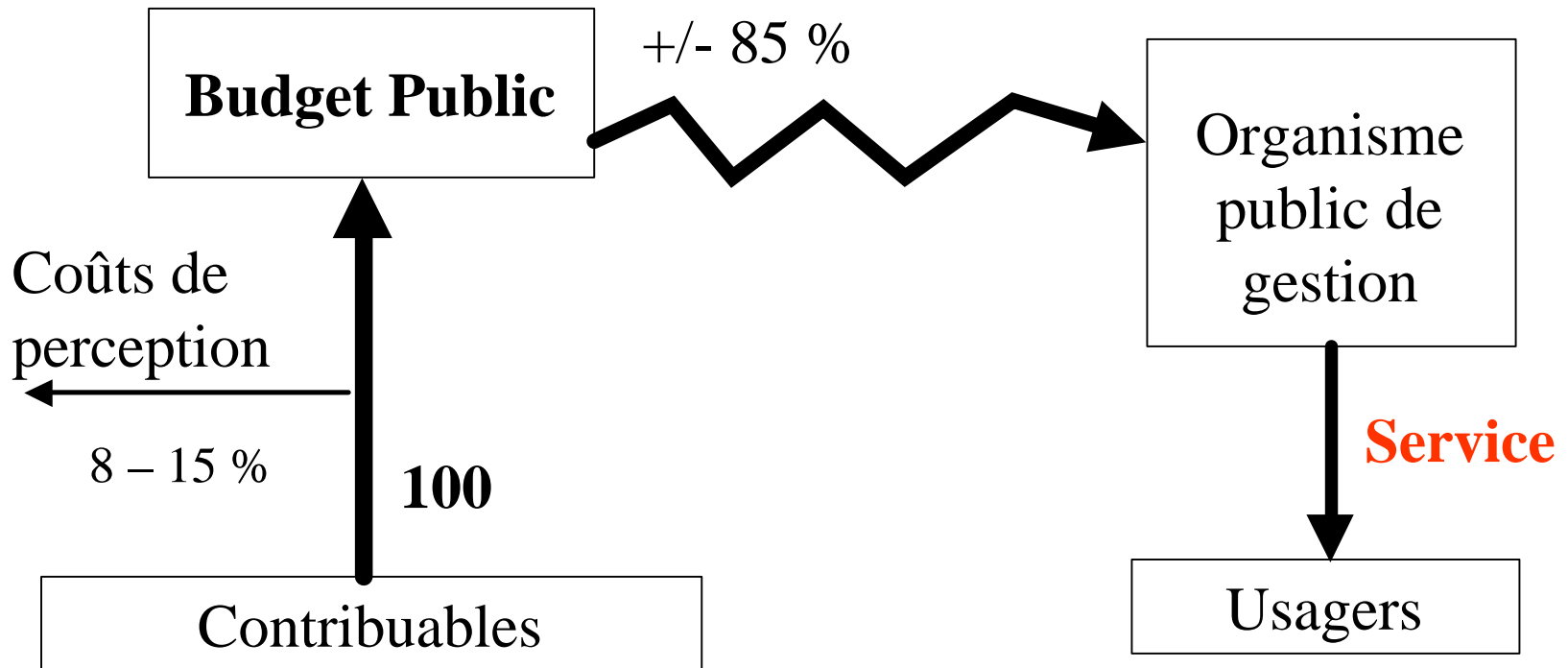
## VISITES IGD AU BRESIL

- **Juin 2001 : Denis LEVY, Délégué général de l'IGD**
- **15-17 Octobre 2001 : Pierre VAN DE VYVER, Délégué général de l'IGD**
- **26-27 Novembre 2001 : Bernard FONTAINE, Expert pour l'IGD**

## LE SECTEUR BRESILIEN DE L'EAU

- **Brésil consacre 0,11 % PIB /an au secteur de l'eau**
- **Besoins = 0,45 % PIB / an = 50 Mds USD**
- **CA annuel = 11 Mds USD**
- **Livraisons non facturées = 1,2 Mds USD**
- **Fuites 38 % = 1,7 Mds USD / an**

## Le service public et l'impôt





## LES CONCESSIONS SANS REDEVANCES SUR L'USAGER

- **Portugal** : Decreto-Lei n° 267/97 = Concessão da autopistas en regime SCUT
- **Angleterre** : Programme PFI = Autoroutes en Shadow Toll

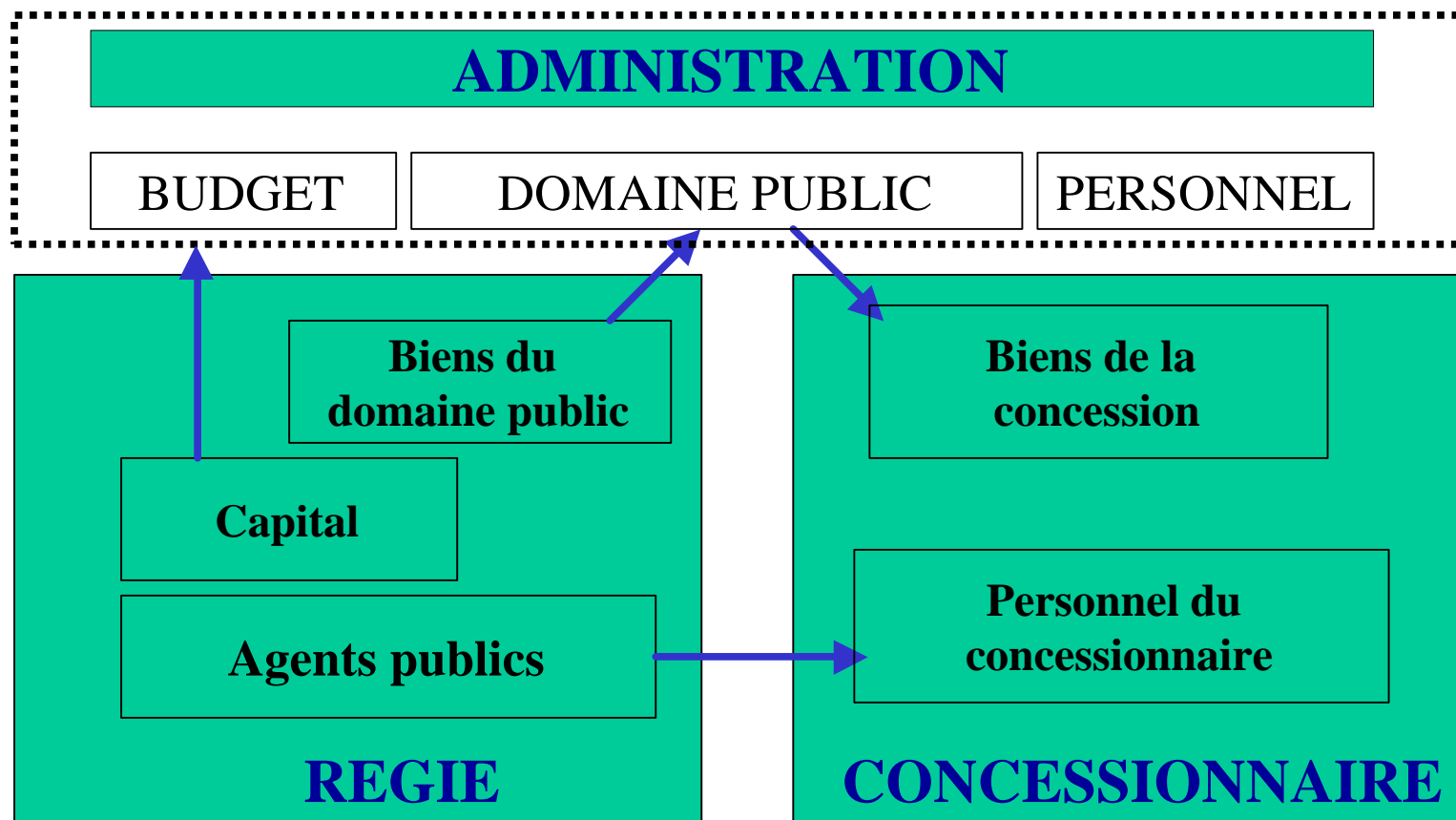
## Les trois formes de « Privatisation »

- Privatisation **du service** (définition du contenu)
- Privatisation **des biens** (propriété privée des installations)
- Privatisation **du capital** (forme juridique de l'exploitant)

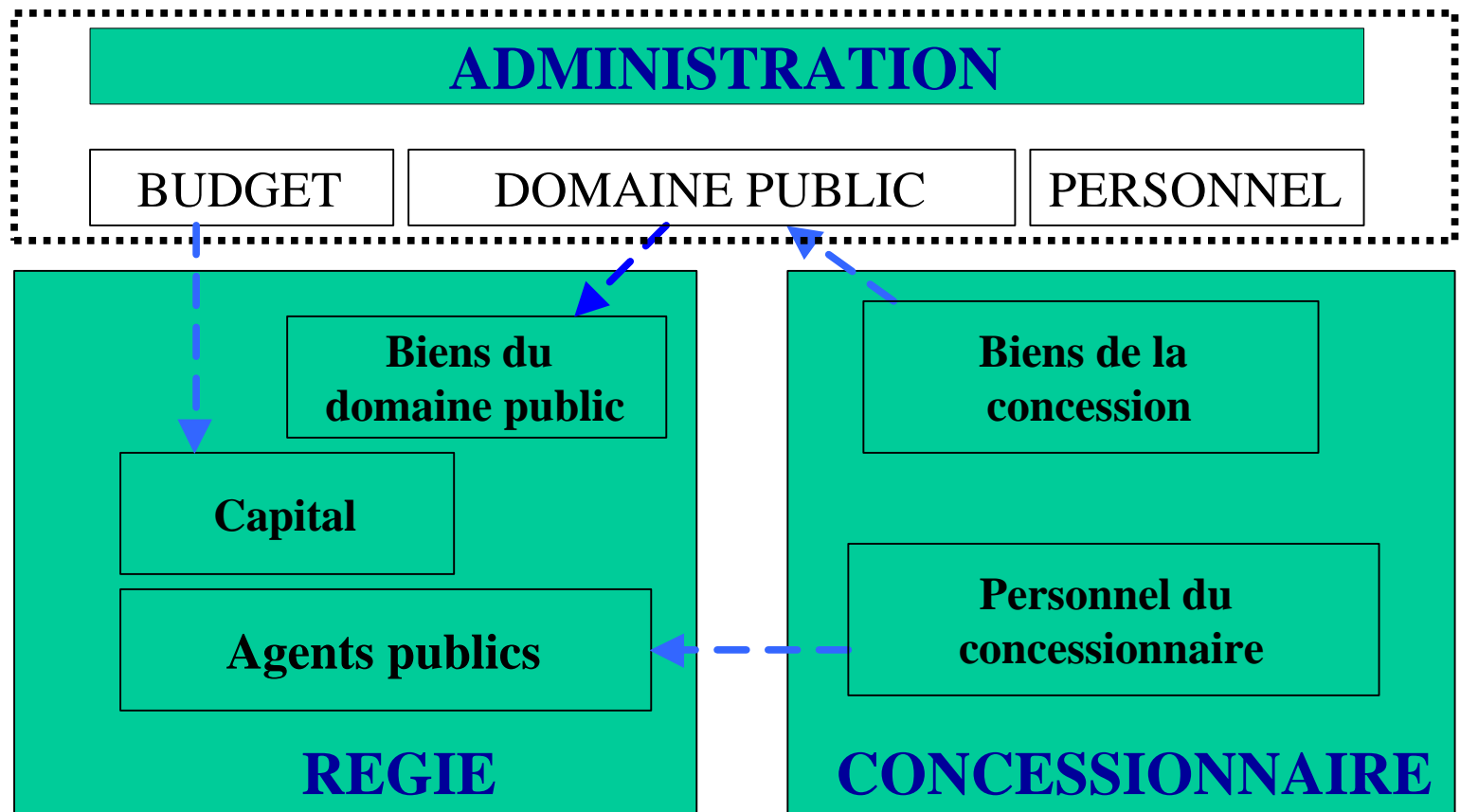
## Concession - Privatisation

	<b>Concession</b>	<b>Privatisation régulée</b>
<b>Propriété des biens</b>	Propriété publique	Propriété privée
<b>Fixation des tarifs</b>	Formule contractuelle d'indexation	Fixation en <i>Price Cap</i> par le régulateur
<b>Définition installations</b>	Contrat	Définition globale par le régulateur
<b>Définition qualité fourniture</b>	Contrat, normes en vigueur	Régulateur environnement
<b>Octroi du droit d'exploiter</b>	Concession après mise en concurrence	Octroi licences puis rachat sociétés

# La passage de la gestion directe à la concession



# La passage de la concession à la gestion directe



# LE CONTRÔLE

ADMINISTRATION

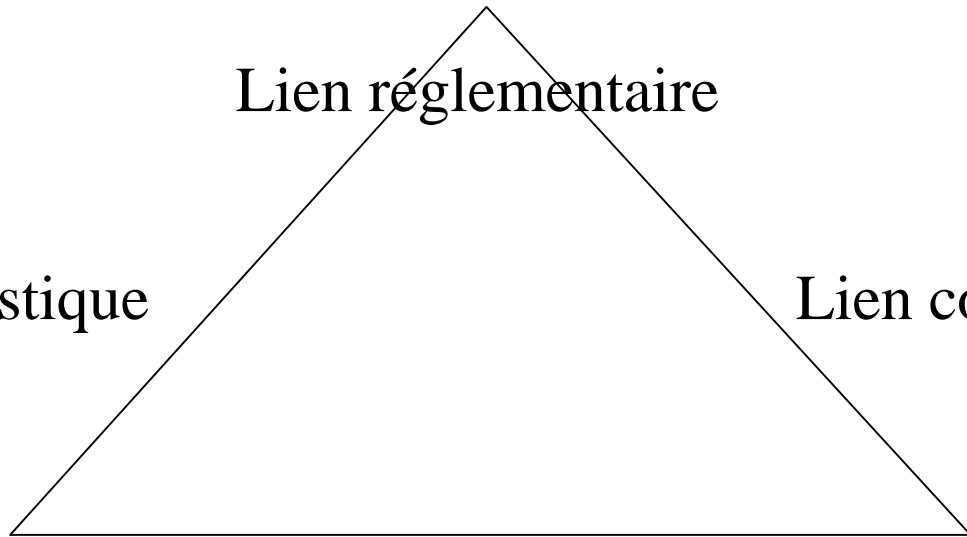
Lien réglementaire

Lien capitalistique

Lien contractuel

SOCIETE PUBLIQUE

SOCIETE PRIVEE

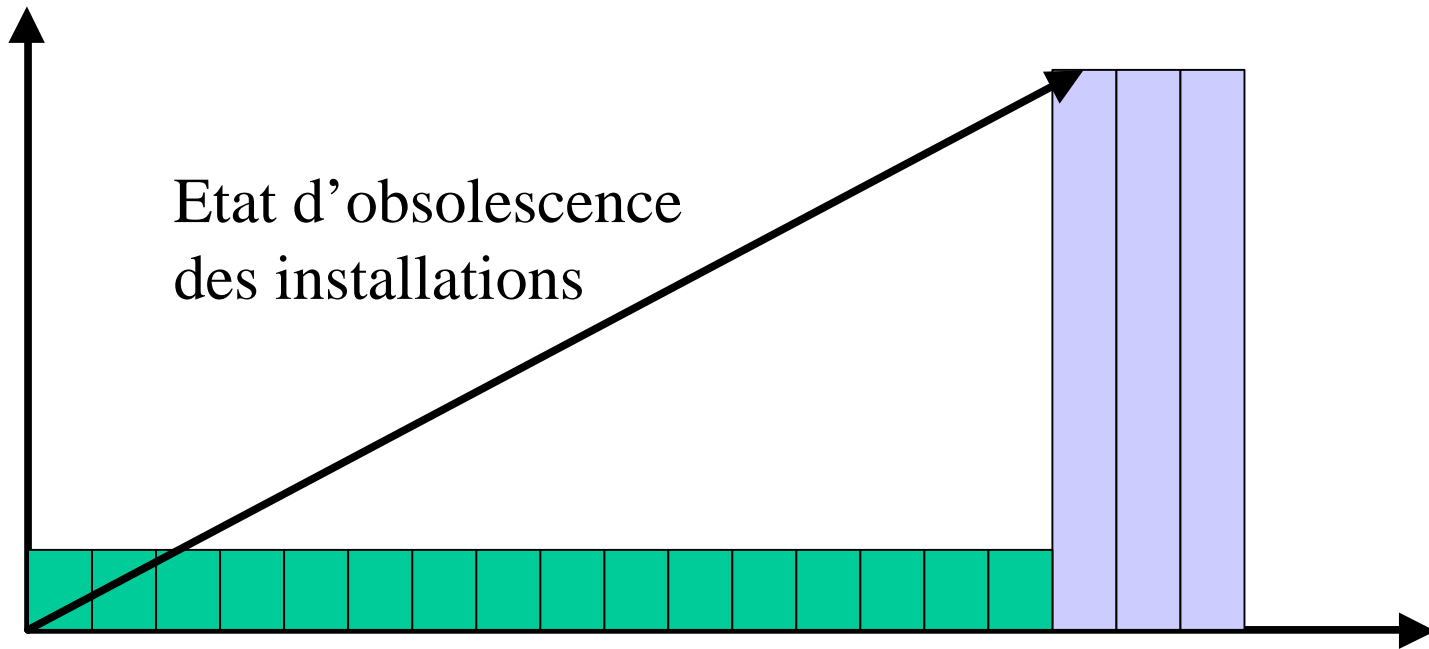


## TARIFS CONCESSION

+	-
Fonctionnement	Subventions d'équilibre
Investissement	
Frais financiers	
Provisions renouvellement	
Taxes	
Redevance (Surtaxe)	
Redevance d'occupation	
<b>Bénéfice industriel</b>	

# Provisions pour renouvellement

 Provisions  Investissement



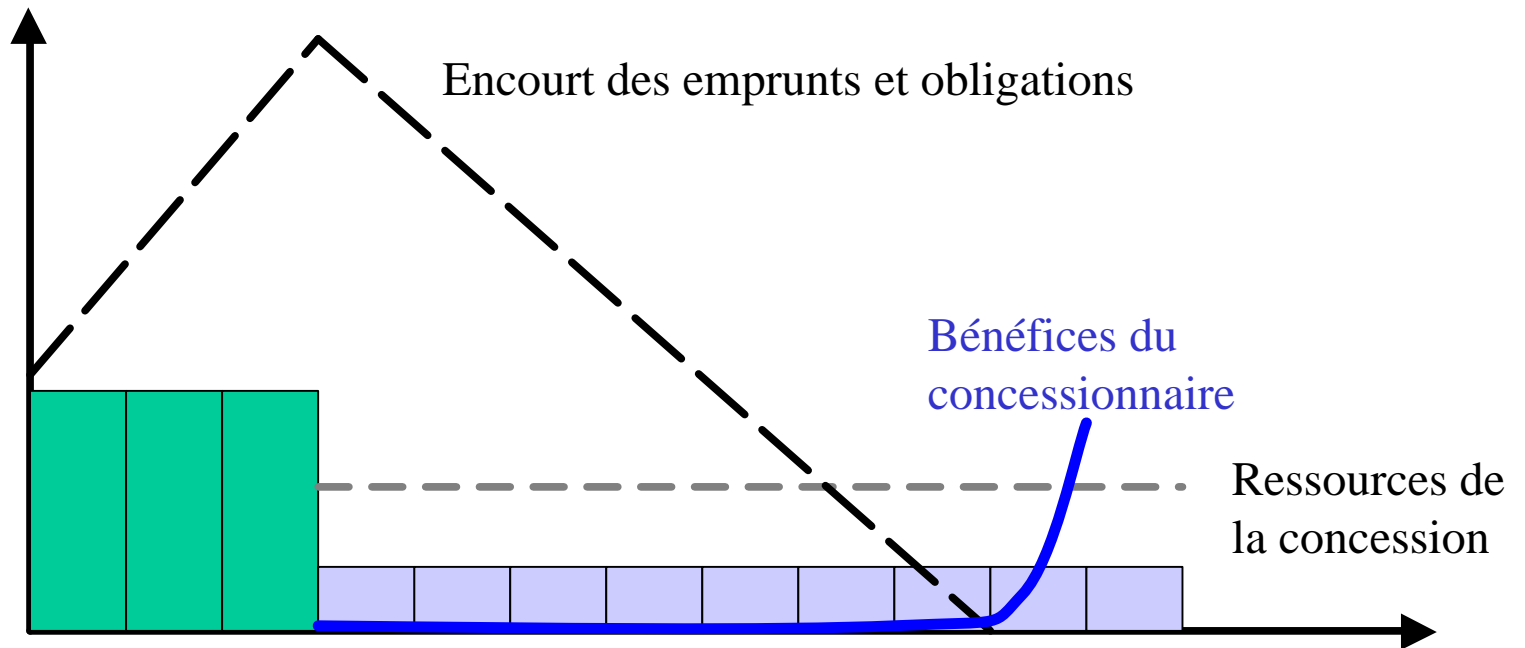
# Affectation des ressources de la concession



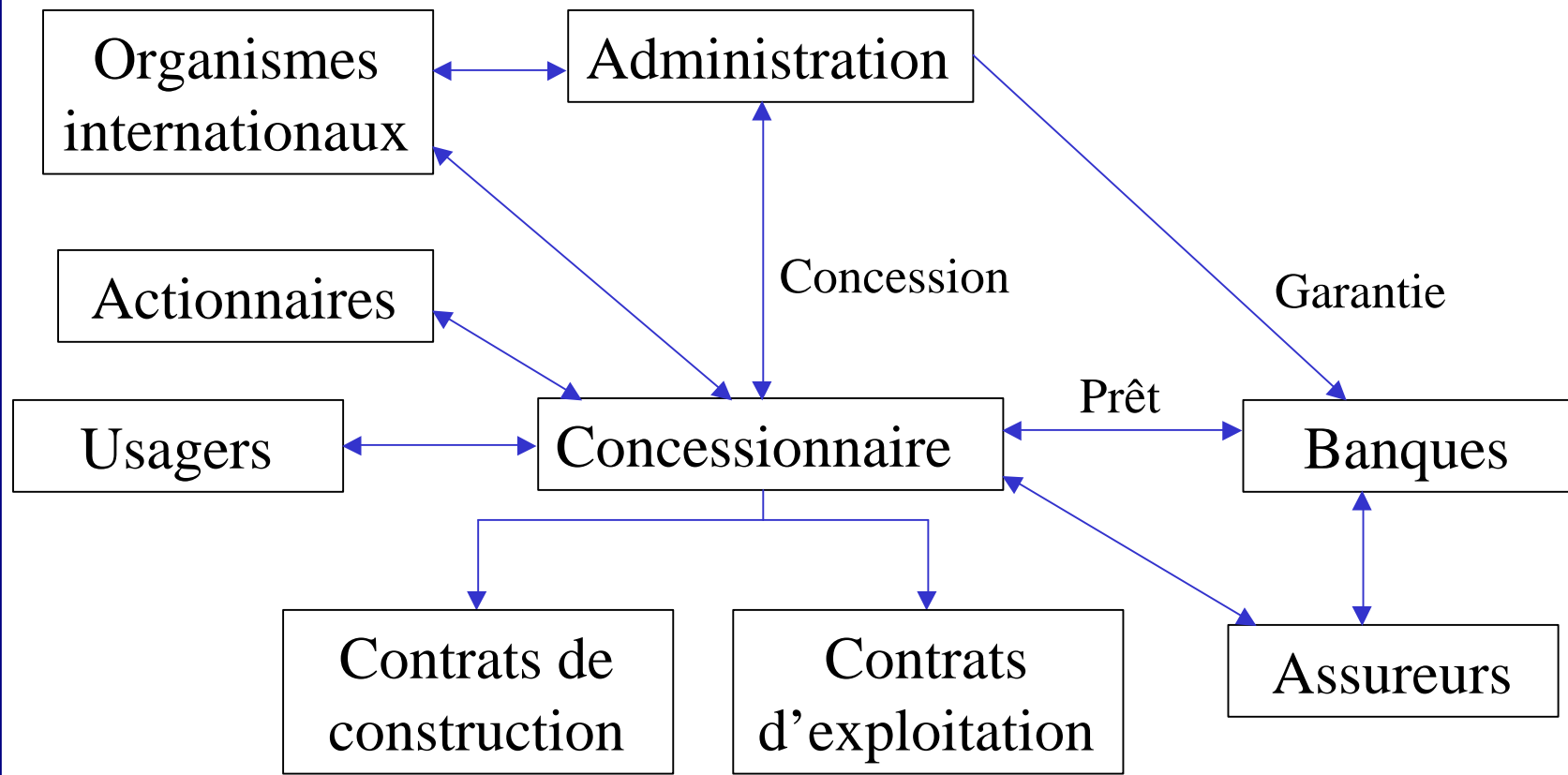
Charge d'investissement



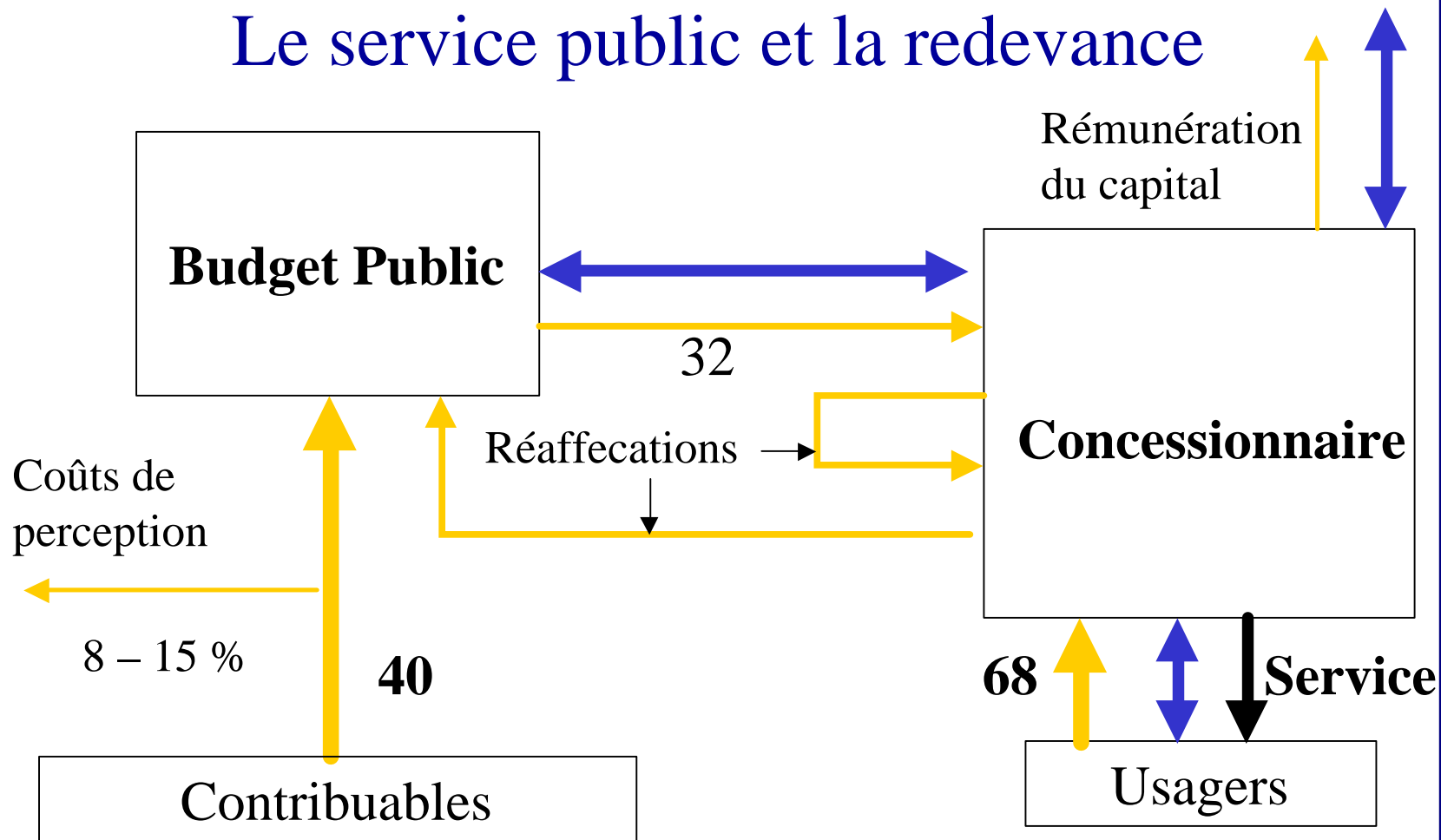
Charge de fonctionnement



## Structure sommaire d'une concession



## Le service public et la redevance



## LA MISE EN CONCURRENCE

- 1. Elaboration de l'avant-projet**
- 2. Publication d'un avis de mise en concurrence**
- 3. Réception et sélection des candidatures**
- 4. Envoi des documents de consultation**
- 5. Réception des offres**
- 6. Libre négociation avec les candidats retenus**
- 7. Sélection du concessionnaire**

## AFFERMAGE DE L'EAU

- L'administration met à disposition **exclusive** les installations réalisées au fermier pour une **durée de 12 ans**
- Le fermier **assure le bon fonctionnement du service**  
– Responsabilité
- Il **réalise les installations futures** nécessaires
- Il se rémunère par des redevances perçues sur les usagers

# AFFERMAGE DE L'EAU

## **Contrôles**

- Contrôles techniques permanents par collectivité ou organisme externe
- Contrôle annuel des rapports techniques et financiers et transmission à la CCSPL
- Contrôles ponctuels des Chambres régionales des comptes

# AFFERMAGE DE L'EAU

## Conditions financières

- Le fermier paie une redevance pour l'occupation du domaine public de la collectivité
- Le fermier paie une surtaxe pour rembourser les investissements initiaux
- Le fermier perçoit les tarifs d'abonnement

# AFFERMAGE DE L'EAU

## Le tarif d'abonnement

- Destiné à couvrir:
  - la rémunération du fermier : réalisation et financement travaux d'entretien, renouvellement et fonctionnement
  - le remboursement de la collectivité

## AFFERMAGE DE L'EAU

### Le tarif d'abonnement

➤ **Evolution :**

$$T_n = T_o \times K_n$$

$$K_n = a + (b \times C_{1n}/C_{1o}) + (c \times C_{2n}/C_{2o}) + \dots$$

$$a + b + c = 1$$

## AFFERMAGE DE L'EAU

$$\mathbf{K = 0,11 + 0,50 S/S_0 + 0,06 EMT/EMT_0 + 0,16 TP/TP_0 + 0,17 PSD/PSD_0}$$

**S = Salaires**

**EMT = Electricité**

**TP = Travaux publics**

**PSD = Services**

# AFFERMAGE DE L'EAU

## Les biens en fin de contrat

- **Biens de retour** : les biens indispensables à l'exploitation reviennent gratuitement à l'administration
- **Biens de reprise** : Biens non indispensables – Rachat (meublier, pièces de rechange, véhicules...)
- **Biens propres** : appartiennent au fermier (bureaux...).

## CHARTRE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX

- 1. Clarté des rôles**
- 2. Maîtrise des missions**
- 3. Libre choix - réversibilité**
- 4. Émulation par la comparaison**
- 5. Confiance - partenariat**
- 6. Transparence et équité**
- 7. Évaluation et Démocratie locale**

## CHARTRE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX

- 1. Clarté des rôles = Clarifier le rôle des différents acteurs responsables des services publics locaux**
  - **L'autorité organisatrice a pour rôle de délimiter les missions du service public**
  - **L'utilisateur est au centre du service public**

## CHARTRE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX

**2. Maîtrise des missions = Bien définir les missions de service public pour mieux maîtriser leurs finalités et leur mise en oeuvre.**

- **Les choix d'organisation du service sont précédés d'états des lieux**
- **Les règlements de service précisent les dispositions applicables aux usagers**

## CHARTRE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX

- 3. Libre choix - réversibilité = Favoriser le libre choix par les élus du mode de gestion et sa réversibilité**
- **Les conditions d'organisation des différents modes de gestion sont harmonisées**
  - **Le passage des personnels d'une situation à une autre est organisé**
  - **En cas de gestion déléguée, le choix des opérateurs résulte d'une mise en concurrence saine et loyale**

## CHARTRE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX

- 4. Émulation par la comparaison = Éclairer ce choix par des comparaisons objectives entre les différents modes de gestion et entre opérateurs.**
- **Des indicateurs de performance représentatifs sont définis au niveau national**
  - **Les différents partenaires fournissent les informations demandées et contribuent au financement de leur traitement.**

## CHARTRE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX

- 5. Confiance - partenariat = Bâtir des relations équilibrées par un partenariat durable et responsable des acteurs.**
- **L'État et les Autorités organisatrices structurent et soutiennent des réseaux de compétence et d'expertise autonome**
  - **Qualification des experts publics ou privés reconnue ou certifiée**
  - **Une source documentaire diversifiée**

## CHARTRE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX

- 6. Transparence et équité = Assurer la transparence des coûts et répartir équitablement les gains de performance.**
- **L'Autorité organisatrice sélectionne et fixe le niveau des objectifs de manière équilibrée**
  - **L'Autorité organisatrice et l'opérateur assurent les conditions du développement durable du service**
  - **L'Autorité organisatrice et l'opérateur utilisent les gains de performance**

## CHARTRE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX

- 7. Évaluation et Démocratie locale = Développer le débat public sur les choix majeurs**
- **L'Autorité organisatrice met en place la Commission consultative des services publics locaux.**
  - **L'Autorité organisatrice veille à la production des rapports d'activités du service, les analyse et les diffuse.**
  - **L'Autorité organisatrice organise, selon les formes les mieux adaptées, le recueil des attentes locales du public**